

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS 70542
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 18/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Les Sablières de la Meurthe

Route de Contournement
BP 25
54110 Rosières-Aux-Salines

Références : LD/159-2025

Code AIOT : 0006200948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement Les Sablières de la Meurthe implanté La Pelouse, les Quatorze, Côte Tire- Cul, Au-dessus de la Côte Tire Cul 55190 Void-Vacon. L'inspection a été annoncée le 28/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Les Sablières de la Meurthe
- La Pelouse, les Quatorze, Côte Tire- Cul, Au-dessus de la Côte Tire Cul 55190 Void-Vacon
- Code AIOT : 0006200948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LES SABLIERES DE LA MEURTHE est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Void-Vacon, par arrêté préfectoral n° 2021-489 du 15 mars 2021.

Le contrôle a porté sur les conditions de mise en oeuvre des déchets inertes dans le cadre de la remise en état du site.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 15/03/2021, article 3.8.1	Sans objet
2	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 15/03/2021, article 3.8.2	Sans objet
3	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 15/03/2021, article 3.8.3	Sans objet
4	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 15/03/2021, article 3.8.4	Sans objet
5	Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
6	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
7	Justification de la non-dangereux	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I	Sans objet
8	Absence de matériaux interdits	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II	Sans objet
9	Document d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
10	Utilisation du RNDTS	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Sans objet
11	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/03/2021, article 5.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité aux différentes prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2021, article 3.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Modalité de remblaiement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblayage est réalisé au fur et à mesure de l'avancement des extractions et doit être progressif avec les stériles d'exploitation. Les déchets inertes externes, qui sont accueillis sur la carrière sont utilisés pour le réaménagement du fond de la carrière, afin d'atteindre une côte minimale d'environ 317 m NGF.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, le relevé annuel daté du 21 octobre 2024, incluant une photo aérienne, a été consulté. Ce relevé indique une cote altimétrique de 312 m NGF au fond de la carrière, conforme à la valeur d'extraction fixée par l'arrêté préfectoral n°2021-489 du 15 mars 2021.</p> <p>À ce jour, le site est toujours en phase d'exploitation (phase T0+5) et n'a pas encore engagé de travaux de réaménagement du fond de la carrière. Aucun apport de déchets inertes externes n'a été réalisé à ce stade. Le remblayage observé concerne uniquement les périphéries de l'emprise, à l'aide des stériles issus de l'exploitation.</p> <p>L'exploitant indique que les déchets inertes externes reçus sur site sont pour l'instant valorisés en filière de travaux publics, hors du site de la carrière, ils ne sont donc pas utilisés pour le réaménagement. Compte-tenu de l'état d'avancement de l'exploitation, cette situation ne constitue pas un écart vis-à-vis de la prescription, puisque celle-ci impose un remblayage progressif avec les stériles, ainsi que l'utilisation des déchets inertes pour le réaménagement du fond, au moment opportun.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2021, article 3.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets et matériaux utilisables pour le remblayage de la carrière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets utilisables pour le remblayage de la carrière sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils satisfassent aux critères fixés à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, et qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; • les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, notamment les critères fixés à son annexe II. <p>Seuls les apports des déchets et matériaux inertes externes à l'exploitation de la carrière figurant sur la liste ci-après sont admis sur le site pour son remblaiement, pour un volume annuel de 10 000 m³ par an et un volume maximal estimé à 300 000 m³ sur la durée totale de l'exploitation.</p>

<p>Code déchet / Description / Restriction</p> <p>17 05 04 / Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses /A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés</p> <p>20 02 02 /Terres et pierres /Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe</p> <p>L'exploitant est tenu d'afficher sur le site la liste des matériaux acceptés en remblaiement. La zone de tri de ces matériaux doit être identifiée facilement sur le site.</p> <p>Les matériaux suivants sont interdits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous matériaux pouvant nuire à la qualité de l'eau, • matériaux provenant d'une installation industrielle (ICPE) et n'ayant pas fait l'objet d'une analyse et d'une caractérisation adaptée prouvant qu'ils sont aptes à servir de remblais dans une carrière en eau ou non, ou un plan d'eau, • les terres suspectes ou considérées comme polluées à leur réception sur le site, • les déchets industriels spéciaux ou les déchets dangereux, • les matériaux putrescibles et fermentescibles tels que bois, papiers, cartons, déchets verts, ordures ménagères, • les matières synthétiques telles que caoutchouc, plastiques, résines ainsi que les métaux quels qu'ils soient, • les matériaux solubles tels que le plâtre, • les enrobés et produits bitumineux, goudrons, asphalte y compris ceux résultant du démantèlement d'une chaussée de route, • les déchets inflammables et les explosifs, • les déchets contenant de l'amiante ou du plâtre, • les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %, • les déchets non refroidis dont la température est supérieure à 60 °C, • les déchets non pelletables, • les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent. <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'aucun remblayage n'était en cours sur le fond de la carrière. Le site est toujours en phase d'exploitation et n'a pas encore engagé les opérations de remblaiement. L'exploitant dispose d'un affichage à l'entrée du site présentant les photos et code déchets acceptés.</p> <p>L'exploitant précise qu'à ce jour, seuls les stériles d'extraction issus de l'activité du site sont utilisés pour le talutage et le modelage des abords extérieurs du périmètre d'exploitation.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 3 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2021, article 3.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Zones de stockage de déchets et matériaux inertes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones de stockage de déchets d'extraction inertes et de déchets inertes externes à</p>

<p>l'exploitation de la carrière sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.</p> <p>L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan topographique daté du 22 octobre 2024, sur lequel figure une zone matérialisée comme "zone recyclage", d'une surface de 25 932 m², a été présenté à l'inspection. Cette zone correspond à l'aire de stockage des matériaux inertes d'extraction.</p> <p>La zone de stockage est construite, gérée et entretenue de manière à assurer sa stabilité physique. Aucun désordre particulier n'a été relevé lors de la visite.</p> <p>Les matériaux inertes utilisés pour l'entretien des pistes et les aménagements périphériques proviennent exclusivement de l'extraction sur site. Ils sont considérés comme compatibles avec le fond géochimique local et ne présentent pas de risque de dégradation des eaux superficielles ou souterraines.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Remblaiement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2021, article 3.8.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des apports de déchets et matériaux inertes extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un registre de suivi de chaque apport de matériaux extérieurs.</p> <p>Chaque apport (chaque camion, ...) de matériaux extérieurs est accompagné d'un bordereau de suivi en double exemplaire qui indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sa provenance et le propriétaire d'origine, • sa quantité exprimée en unité de masse, • sa nature, • les moyens de transports utilisés, • le nom et l'adresse du transporteur, • la date de son enlèvement de son lieu d'origine, • la date d'arrivée à la carrière. <p>Ce bordereau est complété par l'indication de l'endroit de l'enfouissement en référence au plan maillé ci-après défini.</p> <p>L'exploitant établit un plan maillé 50 mètres par 50 mètres (annexe 4) de son exploitation permettant de localiser les déversements de remblai. Un exemplaire de ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Des bornes ou d'autres indications sont mises en place sur le terrain permettant d'établir la correspondance avec le plan maillé.</p>

Ces données sont archivées dans des classeurs ou registres strictement actualisés, ceux-ci peuvent être numériques. Un archivage est réalisé sur le site, l'autre est conservé dans un autre endroit.

Le déversement direct des matériaux extérieurs dans la cavité est interdit. Ces matériaux sont préalablement à leur enfouissement, étalés et restent ainsi en place pendant 48 heures, de façon à ce que l'exploitant, l'inspection des installations classées ou les représentants des organismes publics en charge de la qualité des eaux puissent en vérifier la nature et la conformité au regard des bordereaux de suivi.

L'exploitant interdit tout remblai sauvage.

Tous autres matériaux et déchets non conformes sont refusés à l'entrée du site.

Ce registre est conservé pendant au mois toute la durée de l'exploitation et est tenu à la disposition de l'inspection.

Constats :

Le registre de suivi des apports extérieurs a pu être consulté lors de l'inspection ; il est tenu à jour et archivé. Par échantillonnage, les bordereaux de suivi disponibles comportent l'ensemble des informations requises par la prescription : origine, nature, tonnage, modalités de transport, coordonnées du transporteur, dates de départ et d'arrivée.

À ce stade, aucun enfouissement de déchets inertes extérieurs n'a encore été réalisé. Toutefois, un plan maillé 50 m x 50 m, prévu pour localiser les futures zones de dépôt, a été établi par l'exploitant et est disponible sur site. Des repères seront alors mis en place sur le terrain au moment des premiers enfouissements.

Les données sont centralisées dans un fichier numérique), intégrant également le suivi visuel des matériaux. Une procédure d'acceptation des déchets, datée de janvier 2024, a été remise à l'inspection. Celle-ci précise notamment que les matériaux sont étalés sur site pendant un délai de 72 heures avant enfouissement.

Un panneau est installé à l'entrée du site, indiquant l'interdiction de dépôts sauvages. Les matériaux non conformes sont refusés à l'entrée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent

<p>arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :- [...]</p> <p>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; [...]</p> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure d'acceptation des déchets inertes, version de mars 2025, ainsi que d'une notice environnementale transmise par courriel le 7 avril 2025, détaillant l'organisation générale du site et les mesures mises en œuvre pour la conformité réglementaire. La procédure d'acceptation prévoit la vérification de la nature inerte des déchets, la fourniture d'un document d'acceptation préalable (DAP) par le producteur ou le détenteur, à compléter en ligne via une plateforme dédiée. La procédure intègre les étapes de contrôle documentaire, contrôle visuel à l'entrée du site, possibilité de prélèvements pour analyse si nécessaire, et la validation ou le refus des déchets selon leur conformité. En cas de refus, un bon de refus est établi.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu consulter plusieurs DAP validés, dont la durée de validité est d'un an, et constater que leur contenu est conforme. Les DAP comportent notamment l'origine des déchets, leur nature, leur code déchet, la provenance géographique, ainsi que les engagements du producteur. En cas de non-conformité, le refus est notifié directement sur le DAP.</p> <p>À l'arrivée des camions, le personnel affecté à la bascule effectue un contrôle administratif (présence du DAP) et un contrôle visuel des matériaux. En cas de non-conformité, les déchets sont refusés à l'entrée.</p> <p>Des consignes de sécurité et de circulation sont également affichées.</p> <p>Chaque apport donne lieu à la remise d'un bordereau de livraison, mentionnant le tonnage, l'immatriculation du transporteur, la date, la nature des matériaux et la zone d'enfouissement. L'organisation mise en œuvre et la procédure d'acceptation observée est opérationnelle, complète et effectivement appliquée sur le terrain.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Contrôle visuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>
<p>Constats :</p>

<p>À l'entrée du site, un contrôle documentaire est réalisé par l'exploitant afin de vérifier la conformité des documents d'accompagnement (DAP). Un contrôle visuel des déchets est effectué systématiquement à l'arrivée du camion, puis une seconde vérification est réalisée au moment du déchargement, en présence d'un agent.</p> <p>En cas de détection de déchets non conformes (ex. morceaux de bois), une benne dédiée aux déchets refusés est disponible à proximité immédiate de la zone de déchargement. Si la non-conformité est trop importante, les déchets sont rechargés et refusés, avec formalisation sur le document d'acceptation préalable (DAP) et inscription dans le registre de refus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Justification de la non-dangérosité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le caractère non dangereux des déchets est vérifié via un contrôle visuel et olfactif systématique à l'entrée du site. En cas de doute, un prélèvement peut être réalisé pour analyse.</p> <p>Chaque DAP comporte un engagement signé du producteur et/ou de l'expéditeur attestant du caractère non dangereux des déchets.</p> <p>L'exploitant précise que les déchets dangereux, notamment ceux contenant de l'amiante ou des enrobés bitumineux amiantés, sont interdits à l'admission et font l'objet d'un refus systématique en cas d'identification.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Absence de matériaux interdits

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; - les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions

d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.
Constats : Seuls les déchets d'extraction inertes issus du site sont actuellement utilisés, notamment pour le talutage des abords et l'aménagement de pistes sur le site. Aucun déchet inerte externe n'est utilisé pour le remblayage à ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Document d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> – le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET; – le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET; – le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET; – l'origine des déchets; – le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; – la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
Constats : <p>L'inspection a examiné, par échantillonnage, plusieurs documents d'acceptation préalable (DAP) fournis par l'exploitant. Les DAP sélectionnés comportaient l'ensemble des informations attendues, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'adresse géographique d'origine des terres ; • L'identité du producteur des déchets et, le cas échéant, les coordonnées des intermédiaires (transporteurs ou plateformes de regroupement) ; • Des informations sur l'identification des déchets (uniquement terre et cailloux) ; • Le cas échéant, la présence de résultats d'analyses ou de diagnostics environnementaux (amiante, plomb, pollution) ; • La quantité de matériaux concernée par le lot ; • La présence des signatures du producteur, du transporteur et des intermédiaires, ainsi que l'engagement sur le caractère inerte et non dangereux des déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Utilisation du RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments [...]</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a été en mesure de présenter le suivi via l'application RNTDS de ses déclarations retraçant les différentes opérations. Une extraction de ce registre a été transmise à l'inspection. Les éléments communiqués permettent de retracer les flux de terres et sédiments gérés par l'installation, ainsi que leur destination.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2021, article 5.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La qualité des eaux de la nappe est contrôlée <u>annuellement</u> par un laboratoire extérieur à la société.</p> <p>Les paramètres analysés sont les suivants :</p>

- **Dans le piézomètre PZ :** Azote ammoniacale, Nitrates, Indice hydrocarbures, sulfates, COT et conductivité.
 - **Au droit de la source S2 :** Azote ammoniacale, Nitrates, Indice hydrocarbures, Métaux totaux, sulfate, COT et conductivité.
- Les résultats d'analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

A l'issue du contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports d'analyse produits par un laboratoire extérieur, relatifs à des prélèvements effectués le 11 avril 2024 sur les deux points concernés (PZ et S2). Ces analyses ciblent les paramètres listés à l'article 5.3.4.

Type de suites proposées : Sans suite